

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/231
23 novembre 2004

(04-5087)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais/
français

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Ministère de l'Environnement et ministère de la Santé
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Organismes (ICS : 13.020, 07.100)
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: non établie
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: Règlement proposé sur les renseignements concernant les substances nouvelles (organismes) (pages 3083-3101 ; anglais et français)
6.	Teneur: <i>Le but du projet de <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (organismes)</i> [le projet de règlement] est de mettre en œuvre une partie de la nouvelle structure réglementaire qui régit la déclaration des substances nouvelles en vertu de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> [«la Loi»]. La structure réglementaire proposée reprend les dispositions relatives aux organismes de l'actuel <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles</i> (RRSN).</i> Contexte Le Programme des substances nouvelles prévoit qu'aucune substance nouvelle (substance chimique, polymère ou organisme vivant) ne peut être importée ou fabriquée au Canada avant qu'une évaluation complète des risques potentiels pour l'environnement et la santé humaine n'ait été effectuée et que toutes les mesures de gestion des risques appropriées n'aient été prises. Les parties I, II et III du RRSN, qui portent sur les substances chimiques et les polymères, sont entrées en vigueur en 1994 et ont été modifiées en 1997 pour inclure les dispositions relatives aux substances biochimiques et aux biopolymères (G/TBT/Notif.96/327) ainsi que la partie II.1 qui a trait aux substances nouvelles qui sont des organismes (G/SPS/N/CAN/13). Le projet de règlement fait partie d'un nouveau régime réglementaire dans lequel le RRSN est scindé en deux Règlements distincts :

	<p>1. le <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)</i>, qui s'applique aux substances chimiques (y compris les substances biochimiques) et aux polymères (y compris les biopolymères) destinés à une utilisation qui n'est pas visée par les autres lois et règlements fédéraux mentionnés à l'annexe 2 de la Loi;</p> <p>2. le <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (organismes)</i>, qui s'applique aux organismes vivants destinés à une utilisation qui n'est pas visée par les autres lois et règlements fédéraux mentionnés à l'annexe 4 de la Loi. Ces organismes vivants peuvent comprendre les micro-organismes utilisés dans la biorestauration et les micro-organismes servant à la production de substances biochimiques ou de biopolymères (par exemple les enzymes).</p> <p><i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (organismes)</i></p> <p>Malgré une réorganisation notable du cadre réglementaire de déclaration des substances nouvelles, il n'y a que des modifications mineures aux dispositions relatives aux organismes auparavant incluses dans la partie II.1 du RRSN et maintenant contenues dans le projet de règlement. Trois autres modifications du projet de règlement sont plus substantielles, sans toutefois entraîner des coûts pour les déclarants ou le gouvernement du Canada.</p>
7.	<p>Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites</p>
8.	<p>Norme, directive ou recommandation internationale:</p> <p><input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Organisation mondiale de la santé animale (OIE), <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant</p> <p>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</p>
9.	<p>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</p> <p>Gazette du Canada, Partie I, 30 octobre 2004 (disponible en anglais et français)</p>
10.	<p>Date projetée pour l'adoption: Généralement dans les 5 à 8 mois suivant la publication dans la Gazette du Canada, Partie I.</p>
11.	<p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: au début de l'année 2005</p>
12.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 29 décembre 2004</p> <p>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p>
13.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à : http://canadagazette.gc.ca/partI/2004/20041030/pdf/g1-13844.pdf</p>